

The Toronto Board of Trade

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

• Renouveler le Fonds Chantiers Canada pour financer l'aménagement des infrastructures prioritaires dans les villes canadiennes. • Procéder à l'indexation du Fonds de la taxe sur l'essence pour compenser l'augmentation des coûts et stimuler la croissance. • Établir des sources de financement permanentes pour la construction d'infrastructures en accordant plus de pouvoir aux municipalités en matière de fiscalité. Nous félicitons le gouvernement pour ses récents investissements dans les infrastructures, soit le Fonds fédéral de la taxe sur l'essence, le Plan d'action économique, le plan Chantiers Canada et le fait d'avoir rendu permanent le Fonds de la taxe sur l'essence, mesures qui ensemble ont contribué à renforcer les infrastructures et l'économie du Canada. Nous appuyons résolument l'engagement dans le budget 2012 d'élaborer un nouveau plan d'infrastructures à long terme, et nous accueillons avec plaisir l'invitation de coopérer avec le gouvernement pour sa préparation. Le Toronto Board of Trade collabore avec ses homologues du caucus des chambres de commerce de la ville centre et la Fédération canadienne des municipalités pour rédiger des recommandations plus détaillées concernant la forme future des investissements fédéraux dans les infrastructures. Indubitablement, les problèmes d'infrastructures demeurent criants. D'après les estimations de l'ACTU, les services de transport en commun devront investir 38,9 milliards de dollars en travaux d'expansion entre 2012 et 2016 pour satisfaire à la demande prévue. Là-dessus, les programmes de financement actuels en financeront seulement 27,7 milliards de dollars, le reste de la somme, 11,2 milliards de dollars, exigeant le déblocage de crédits additionnels. Pour que le plan de transport de Metrolinx « Big Move » dans la région torontoise puisse se réaliser, il faudra que le gouvernement fédéral contribue à son financement. Le soutien financier fédéral pour les infrastructures, y compris le fonds à coûts partagés Chantiers Canada, doit continuer et être ajusté en fonction de l'inflation et de la croissance démographique. De même, il faudrait indexer le fonds de la taxe sur l'essence même s'il est pérennisé et assure des investissements de 2 milliards de dollars par année dans les infrastructures municipales comme les transports en commun, sinon, sa valeur diminuera de moitié durant les deux prochaines décennies. Les infrastructures représentent un investissement. Un plan national à long terme d'infrastructures favorisera une reprise économique durable au Canada en amenant la création de bons emplois dans de nombreux secteurs comme la conception, le développement technologique et la construction. Une étude récente du Conference Board du Canada a confirmé que les investissements dans les infrastructures sont ceux qui ont le plus d'effet sur la croissance économique. D'ailleurs, des études laissent entendre que chaque dollar investi dans les infrastructures publiques fait baisser en moyenne de 0,11 \$ les coûts des entreprises au Canada. Dans la région torontoise, l'insuffisance des infrastructures de transport entraîne une perte de productivité pouvant atteindre 6 milliards de dollars, chiffre qui selon les projections grimpera à 15 milliards de dollars d'ici 2031. En outre, le gouvernement fédéral devrait coopérer avec ses partenaires provinciaux et municipaux en vue d'établir des sources de financement permanentes pour l'aménagement d'infrastructures, en dotant les municipalités de pouvoirs fiscaux accrus. À peine 5 % de chaque dollar versé par les Canadiens en taxes et impôts revient aux municipalités, alors que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou territoriaux accaparent la part du lion avec

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

• Coordonner les efforts de promotion des investissements internes en faisant valoir nos regroupements d'affaires régionaux. • Parachever les ententes de libre-échange afin d'accroître les débouchés pour nos produits et concepts innovateurs. • S'attaquer aux problèmes du manque d'infrastructures dans les villes canadiennes en favorisant leur développement dans une perspective stratégique. Le gouvernement mérite des louages sur les progrès considérables qu'il a accomplis pour remédier à plusieurs des facteurs clés qui nuisent à notre capacité de création d'emplois et à la croissance de notre économie, par exemple en offrant des taux d'imposition compétitifs pour les sociétés et en appliquant des mesures de stabilisation monétaire et financière. Toutefois, nous croyons aussi qu'il est nécessaire de mettre au point des stratégies économiques coordonnées à l'échelle régionale entre autres pour attirer plus d'investissements étrangers et pour promouvoir les échanges commerciaux. De plus, il faudrait combiner ces mesures avec des investissements susceptibles d'augmenter la productivité dans les infrastructures publiques aptes à générer plus d'emplois et à stimuler la croissance économique. La réussite des négociations de nouveaux accords de commerce et d'investissements, notamment avec l'Union européenne, l'Inde et de plus en plus les pays à forte croissance de la région Asie-Pacifique, bénéficieront notamment aux entreprises et aux travailleurs de l'ensemble du Canada. L'économie ontarienne dépend beaucoup du commerce. En cette période de transformation économique, il est essentiel de miser sur la diversité ethnoculturelle de notre pays, et de nous relier aux réseaux commerciaux de la planète. Cela nous permettra d'accéder aux marchés internationaux pour nos produits et nos concepts innovateurs. La démarche globale en vue d'améliorer notre compétitivité à l'échelle mondiale doit inclure des efforts de promotion concertés pour attirer les investissements en misant sur les atouts des grappes d'entreprises. Mentionnons comme exemple de ce modèle de fonctionnement l'agence Montréal International qui coordonne toutes les activités de promotion des investissements dans la région montréalaise, investissements qui atteignent au total 8,3 milliards de dollars annuellement. Une partie de ce succès est attribuable à sa collaboration avec le gouvernement fédéral. Nous espérons donc avoir l'occasion de coopérer avec des partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux pour mettre au point un modèle réussi du genre pour la région torontoise. Bien que les investissements des entreprises privées doivent représenter le principal moteur de croissance économique et de création d'emplois, les investissements gouvernementaux, surtout ceux dans les infrastructures, jouent un rôle essentiel d'appoint. Ainsi, une étude du Conference Board du Canada explique comment la mise en œuvre de la stratégie d'investissement dans les transports en commun de Metrolinx « Big Move » aurait des retombées bénéfiques directes et indirectes sous forme de 430 000 emplois dans la construction; elle viendrait stimuler la demande pour l'acquisition de nouveaux autobus urbains comme ceux qui sont actuellement fabriqués par la compagnie Bombardier à son usine de Thunder Bay, qui emploie quelque 1 200 travailleurs.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'oeuvre?

• Établir des programmes pour attirer les jeunes travailleurs et permettre des arrangements de travail flexible pour les employés âgés. • En collaboration avec des partenaires du secteur privé, financer des programmes de bourses et de formation au travail pour les jeunes travailleurs dans l'ensemble des secteurs de l'économie. • Bien intégrer les travailleurs formés à l'étranger et ratifier la nouvelle entente sur l'immigration Canada-Ontario. Le vieillissement de la main-d'œuvre au Canada survient en même temps que le passage de notre pays à une économie davantage axée sur les connaissances. Il est essentiel de renouveler constamment le bagage de compétences de la main-d'œuvre pour suivre le rythme des changements technologiques et l'afflux de nouvelles informations, et pour affronter la concurrence étrangère. Les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et la difficulté de combler les postes vacants risquent de nuire à l'économie canadienne. Contrairement à des pays comme l'Inde, le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus au Canada devrait selon les projections plus que doubler en une quinzaine d'années, grimant de 1,8 million ou 13,9 % de la population en 2010 à 4,1 millions ou 23,4 % en 2036. Résultat, le Conference Board du Canada prévoit qu'il manquera en Ontario 364 000 travailleurs en 2025. Malgré les pénuries de main-d'œuvre, le taux national de chômage chez les jeunes se situe à 14,5 %, presque le double du taux global qui est de 7,6 %. Pour contrer ces tendances, le gouvernement devrait, en collaboration avec des partenaires privés, appliquer des mesures à la fois pour attirer et former des jeunes travailleurs au Canada, entre autres en finançant des programmes de stages, de bourses et de formation en cours d'emploi pour eux dans chaque secteur de l'économie. Des cours de formation en entrepreneuriat peuvent être utiles pour des jeunes qui veulent devenir travailleurs autonomes. Citons comme exemple d'un tel programme le Launch Pad, un centre interdisciplinaire de formation en entrepreneuriat basé à l'Université de Miami, qui offre des leçons pour apprendre les rudiments des affaires, développer des nouvelles idées, établir des relations avec des experts et des investisseurs dans le domaine visé et établir une stratégie consistant à amener une entreprise à l'échelon suivant. Une des clés de ce programme est le fait que des représentants d'entreprises privées participent à sa conception et à sa mise en œuvre. En outre, en coopération avec des employeurs des secteurs public et privé, le gouvernement devrait promouvoir des mesures permettant aux employés âgés de travailler à temps partiel ou les consulter en vue d'arrangements particuliers au travail. Vu les problèmes démographiques et les pénuries futures de main-d'œuvre auxquels le Canada est confronté, notre croissance économique future dépend beaucoup de l'immigration. Par conséquent, notre prospérité économique déclinera si nous ne continuons pas à attirer, et à intégrer efficacement, les gens talentueux des quatre coins du globe. D'ailleurs, nos communautés d'immigrants contribuent à alimenter notre commerce international et à forger des liens d'investissement, puisque les immigrants essaient souvent de nouer des liens commerciaux et d'autres genres de relations avec leur pays d'origine. Nous apprécions les efforts des gouvernements fédéral et provinciaux en vue de réduire les arriérés dans le cadre du Programme des travailleurs qualifiés du gouvernement du Canada via le programme expérimental ad hoc de réduction des arriérés. Cependant, dans le cas des travailleurs formés à l'étranger, les obstacles subséquents à l'emploi ont souvent trait à la difficulté de faire reconnaître leurs titres de compétences, problème qui coûte à l'économie de la région torontoise entre 1,5 et 2,25 milliards de dollars chaque année. Une meilleure coordination dans la fourniture des services correspondants favoriserait une transition rapide et une intégration économique réussie des travailleurs formés à l'étranger.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

• Appliquer des stratégies basées sur les grappes d'entreprises dans la région torontoise. • Mettre au point des programmes/incitatifs fiscaux pour favoriser les investissements en capital humain. • Renforcer les réseaux de transport en commun des villes canadiennes. Le problème de l'impact sur la productivité n'est pas nouveau. Plusieurs rapports publiés par des organismes éminents ont expliqué que ce facteur est un des principaux obstacles qui nuisent à l'innovation et à la prospérité du Canada. À notre avis, la clé pour résoudre ce problème macro-économique consiste à développer des économies nationales solides misant sur les forces régionales respectives. Depuis longtemps, le Toronto Board of Trade préconise ce genre d'approche, comme en témoigne le rôle de chef de file que nous avons joué dans des initiatives stratégiques clés dont le rapport chiffré sur la prospérité de 2012 et le sommet économique de la région de Toronto en 2012. Ces deux initiatives ont aidé à démontrer publiquement que les stratégies axées sur des grappes industrielles sont une solution importante pour assurer la prospérité de la région torontoise. Comme l'illustre l'ouvrage de M. Porter de la Harvard Business School, les regroupements géographiques d'entreprises œuvrant dans des industries connexes contribuent beaucoup à stimuler la productivité et l'innovation. Ordinairement, les entreprises ainsi regroupées vendent leurs produits sur des marchés en dehors de leur propre région. Ce dernier aspect est crucial puisque les recherches nationales et internationales prouvent clairement que les entreprises exportatrices ont un niveau de productivité plus élevé. À la lumière des recherches de M. Porter sur les grappes d'entreprises et du travail exemplaire de la Toronto Financial Services Alliance en vue d'élaborer une stratégie globale pour le regroupement des services financiers à Toronto, nous affirmons que des stratégies solides du genre dirigées par les entreprises sont la meilleure façon de favoriser l'innovation, d'accroître la productivité et d'améliorer la compétitivité internationale de notre région. Nous convions donc le gouvernement fédéral à coopérer avec le Board of Trade à la réalisation d'une initiative importante que nous sommes en train d'élaborer - qui vise à développer et à renforcer les regroupements dans les secteurs névralgiques, soit aliments et boissons, activités créatives, fabrication de pointe, sciences de la vie, transports et logistique. Le capital humain et les investissements matériels représentent aussi des aspects essentiels pour augmenter la productivité. Bien que le Canada affiche de bons résultats quant aux études primaires et secondaires et au taux d'obtention d'un diplôme d'études postsecondaires, nous traînons de l'arrière comparativement aux autres pays développés pour ce qui est de la gestion et de l'apprentissage en milieu de travail. En effet, moins de 30 % des travailleurs adultes canadiens suivent des études et une formation d'ordre professionnel contre 45 % aux États-Unis. Nous croyons donc que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer, en collaboration avec les autorités provinciales et celles des collèges et universités, en établissant des mesures fiscales incitatives qui permettront d'améliorer les compétences de notre main-d'œuvre. Les investissements publics dans les infrastructures contribuant également à accroître la productivité, il doit donc s'agir d'une priorité budgétaire. Par ailleurs, des embouteillages dans les transports de la région torontoise ont par ricochet des conséquences négatives pour d'autres régions du Canada, à cause des retards accrus et des interruptions dans les principales chaînes d'approvisionnement nationales qui affectent des industries clés comme les entreprises de transformation alimentaire, les industries manufacturières de pointe ainsi que le secteur des transports et de la logistique.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

• Relever les défis au niveau de la commercialisation et de l'innovation en réexaminant les crédits d'impôt pour les entreprises et les programmes de soutien sectoriel. • Faciliter davantage l'accès aux capitaux et faire en sorte que les ressources en capital de risque soient utilisées efficacement. À l'heure actuelle, le Canada ne parvient pas à créer selon son plein potentiel des emplois bien rémunérés exigeant des compétences poussées et des entreprises appelées à dominer sur la scène mondiale. Cela s'explique en partie du fait que même si notre pays possède des assises solides en recherche de pointe, nos efforts de commercialisation n'ont pas tellement de succès. Tel que souligné dans le récent rapport Jenkins *Innovation au Canada : Le pouvoir d'agir*, les entreprises canadiennes investissent moins en activités R-D qu'il y a quelques décennies, et traînent de la patte derrière leurs rivales étrangères malgré un des régimes fiscaux et des mesures incitatives parmi les plus généreux au monde. Nous sommes donc encouragés de voir que le budget fédéral pour 2012 tente de corriger cette lacune en réévaluant les crédits d'impôt aux entreprises et les programmes de soutien sectoriel en fonction de leur rendement sur l'investissement et de leur degré de contribution à la croissance économique et à l'augmentation de la productivité. Et la méthode consistant à verser directement plus d'argent pour les travaux R-D aux entreprises et aux établissements d'enseignement a fait ses preuves ailleurs. Un autre problème majeur qui freine l'essor des entreprises, particulièrement celles qui viennent de démarrer et qui veulent prendre de l'expansion, est la possibilité limitée d'obtenir du capital de risque. D'après l'Association canadienne du capital de risque, le développement d'un secteur du capital de risque dynamique serait avantageux pour l'économie en général en favorisant la dissémination et la commercialisation des nouveaux produits et concepts et en stimulant la croissance dans un large éventail de secteurs, ce qui ultimement aiderait à renforcer la position du Canada à l'échelle mondiale. Les entreprises qui s'appuient sur le capital de risque sont portées à faire beaucoup de travaux R-D, à innover et à exporter, les deux tiers d'entre elles s'adonnant à des activités R-D, avec des effets appréciables sur l'innovation, la productivité et les revenus. Par conséquent, nous sommes encouragés de constater que le budget 2012 prévoyait un montant de 500 millions de dollars pour remédier au manque criant de capital de risque dans notre pays, et par le fait que le gouvernement du Canada a confirmé son engagement antérieur d'accorder 100 millions de dollars à la BDC et 400 millions de dollars pour la fourniture de capital de risque aux entreprises privées. Toutefois, nous tenons à réitérer la nécessité que ces fonds soient vite débloqués réellement et que le gouvernement n'en réduise pas le montant dans le cadre de ses efforts pour en arriver à un budget équilibré en 2014-2015.